

Conflit israélo-palestinien : « Le 7 octobre marque le début du cinquième acte, celui du dénouement »

Propos recueillis par Ursula Gauthier

Dans votre [bande dessinée « Histoire de Jérusalem »](#) (avec les dessins de Christophe Gaultier, Les Arènes, 2022), vous retracez l'histoire mouvementée d'une terre qui a été dominée par de nombreux empires depuis quatre mille ans. Cette guerre n'est donc pas une nouveauté...

Vincent Lemire. Cette région est une mosaïque de peuples, de cultures, de religions, où les heurts n'ont effectivement pas manqué. Mais tant qu'elle a été intégrée à de grands empires (Égypte, Byzance, Mamelouks, Ottomans...), ces différentes communautés ont pu coexister. Le seul moment où la coexistence a été impossible, c'est lorsque les croisés ont voulu s'y installer en supprimant tout ce qui n'était pas catholique latin. Et ça s'est très mal terminé pour eux ! En refermant cette BD, on aura au moins une certitude : aucune souveraineté exclusive ne peut dominer durablement cette région.

Depuis le 7 octobre, on assiste au retour d'un conflit qui empoisonne le monde depuis des décennies. Y a-t-il quelque chose de différent cette fois ?

Aujourd'hui s'ouvre une nouvelle phase d'un conflit né au tournant des XIX^e et XX^e siècles, lorsque les empires se sont effacés et que le projet sioniste s'est heurté au nationalisme palestinien. Tout le XX^e siècle en a été marqué. Il y a d'abord eu la genèse de deux projets nationaux concurrents. Puis une phase de fort investissement des instances internationales, avec le mandat britannique décrété par la Société des Nations après 1917, puis le vote de l'ONU de 1947. Ensuite est apparu le « conflit israélo-arabe » des années 1950-1970, une phase de guerres conventionnelles entre États. Suivie par une période où les Intifadas alternaient avec des phases de négociations, dont l'Autorité palestinienne et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) étaient le pivot.

Le 7 octobre marque le début du cinquième acte, celui du dénouement : les risques sont devenus tellement extrêmes, et les acteurs à ce point incapables d'envisager une issue, que la communauté internationale est appelée à se mobiliser pour proposer des solutions créatives.

Les leaders mondiaux parlent de nouveau de [la solution à deux Etats](#).

Depuis les années 1920, il y a deux schémas sur la table : soit un Etat binational, où Juifs et Palestiniens vivent ensemble dans un Etat unique – on voit bien qu’il n’est plus envisageable ; soit une partition territoriale en deux Etats homogènes, elle aussi impraticable, à cause des 750 000 colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Il faut donc avancer vers un nouvel horizon.

Lequel ?

La solution la plus prometteuse est celle dite « One Homeland, Two States » – un territoire, deux Etats. L’absence d’un Etat capable de représenter, de protéger et de contrôler les Palestiniens constitue en effet une menace pour les deux populations, y compris pour la sécurité d’Israël. La solution serait donc deux Etats, deux citoyennetés, deux Parlements, deux fiscalités, deux administrations, mais avec des populations en partie mêlées sur les mêmes territoires, par la force des choses.

Cette coexistence est-elle encore imaginable après le 7 octobre ?

Oui, car il existerait bien deux entités étatiques. Aujourd’hui, de facto, il n’y a qu’un seul Etat de la mer au Jourdain, l’Etat israélien – une seule armée, une seule frontière internationale, une seule monnaie – où vivent 7 millions de Juifs israéliens et autant de Palestiniens. Seuls les Israéliens ont droit à une représentation et à une protection. Les Palestiniens doivent avoir un Etat qui leur garantisse les mêmes droits... et les mêmes devoirs. Et chacun de ces deux Etats doit être en mesure de reprendre le contrôle de sa propre population, extrémistes compris. Pour cela, il faut faire évoluer le cadre classique de l’Etat-nation.

Mais en Israël on a l’impression que même ceux qui se battaient pour la coexistence n’en ont plus envie.

Il faut peut-être tabler non plus sur une envie de coexistence, mais sur le besoin impérieux de sécurité, des deux côtés. On a atteint un tel niveau de tragédies et d’atrocités que s’impose l’absolue nécessité d’un Etat palestinien qui puisse parler au nom de sa population, la protéger et la contrôler.

La séquence que l’on vit depuis deux mois ne renforce-t-elle pas les extrémistes israéliens ?

A court terme, c'est certain. Mais l'extrême droite se heurte à un immense paradoxe : en accélérant la colonisation, elle travaille concrètement à l'avènement d'un Etat binational. Si la Cisjordanie est annexée comme le souhaitent les colons, ils auront créé un Etat dans lequel les Palestiniens passeront de 20 % à 50 % de la population. Les juifs extrémistes prétendent qu'ils peuvent les contrôler par l'instauration d'un apartheid officiellement assumé. L'histoire nous enseigne qu'ils se trompent, et qu'ils font courir un risque existentiel à la population israélienne.

En fait, ils ont jeté aux orties le cœur du projet sioniste qui consistait à mettre en sécurité les juifs de la diaspora menacés par l'antisémitisme, au profit de leur projet messianique : conquérir toute la terre d'Israël afin que le Messie puisse advenir. On aurait tort d'y voir un simple folklore délirant. Cet imaginaire fabrique du réel. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une vision eschatologique déchire la région : si les croisés ont voulu conquérir la Terre sainte, la « purifier » des musulmans, des juifs et des « mauvais chrétiens », c'était aussi pour hâter le retour du Christ.

Et côté palestinien, ces solutions « créatives » trouvent-elles un écho ?

Oui. De plus en plus de jeunes militants palestiniens pensent qu'Arafat a été piégé et a perdu son pari – abandonner la revendication d'une souveraineté palestinienne de la mer au Jourdain, en échange d'un Etat souverain sur 22 % du territoire. Ils savent qu'une partie des colons ne partiront jamais. Qu'il faut donc se battre pour que les Palestiniens obtiennent les mêmes droits que les Israéliens, soit dans le cadre d'un Etat binational, soit dans le cadre de deux Etats fédérés. Ces projets alternatifs ont donné lieu à de nombreux rapports et études, qui sont sur la table de toutes les chancelleries. Aux Etats-Unis, ils sont relayés par la communauté juive progressiste et par de nombreux membres de la diaspora palestinienne.

Quelle peut être l'attitude de l'Iran, la seule puissance qui continuait à défendre la cause palestinienne, alors que des pays arabes faisaient la paix avec Israël ?

Les événements du 7 octobre ont montré que les accords d'Abraham n'étaient pas viables : une paix entre Israël et des gouvernements autocratiques, à coups de contrats d'armement et de nouvelles technologies, en faisant fi de la question palestinienne, ne pouvait être qu'une paix factice et donc éphémère. L'Iran a évidemment joué à fond contre cette option, avec ses partisans – le Hamas, le Hezbollah, les Houthis. Mais l'alpha et l'oméga de la stratégie iranienne, ce n'est pas la Palestine, c'est le nucléaire. Les dirigeants iraniens sont en passe de se doter de l'arme nucléaire, mais ils veulent plus : être considérés à leur juste mesure comme puissance scientifique, culturelle, diplomatique, etc.

Quelle sortie de crise voyez-vous ?

« *Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait* », disait Mark Twain. De fait, on peut imaginer que, dans les douze prochains mois, tous les problèmes soient résolus d'un seul coup. Netanyahu est remplacé par Benny Gantz, ancien chef d'état-major, qui prolonge la pression militaire sur le Hamas, mais qui dit à sa population : « *On ne pourra pas gérer la bande de Gaza et ses 2,3 millions d'habitants. On n'a pas réussi à les expulser vers l'Egypte, qui s'y est refusée. Il faut donc trouver une autre solution.* » Gantz libère Marwan Barghouti, 64 ans, en prison depuis plus de vingt ans, le « Mandela palestinien », indemne de la corruption qui gangrène l'Autorité palestinienne. Un combattant légitime, un intellectuel, un politique, un stratège, qui connaît parfaitement les Israéliens et qui parle très bien l'hébreu.

Un Etat de Palestine est reconnu par la communauté internationale dans les frontières de 1967. Mahmoud Abbas peut se retirer sur cette victoire diplomatique, et Barghouti est nommé président. Mohammed Dahlan prend la tête de Gaza : c'est un membre du Fatah, né à Gaza, proche des Emirats arabes unis où il s'est réfugié, et proche des services israéliens. Et Nasser al-Kidwa, neveu d'Arafat, qui a été ambassadeur palestinien à l'ONU, prend la tête du gouvernement. Immédiatement les négociations globales sont réactivées. Avec l'Iran, sur le nucléaire et les prisonniers. Avec l'Arabie saoudite, pour finaliser les accords d'Abraham, etc. Ce sont les « ruses de l'histoire ». Parfois la situation est tellement tragique, et le risque de ne rien faire tellement élevé, que de nouvelles opportunités peuvent s'ouvrir. Bien sûr, d'innombrables obstacles peuvent empêcher ce scénario de se réaliser. Mais il existe.

Que devient le Hamas dans cette configuration ?

Et que devient l'extrême droite israélienne ? Quand il existe des options politiques, les extrêmes, islamistes ou suprémacistes juifs, reviennent à leur juste place : dans les marges.

L'influence occidentale est aujourd'hui en déclin. Les Etats-Unis, qui ont tout fait pour sortir du Moyen-Orient, y sont ramenés de force. Et on voit [Vladimir Poutine se réjouir](#) de l'ouverture de ce nouveau front. Le monde risque-t-il d'être encore plus déstabilisé ?

On ne peut plus traiter le problème du Proche-Orient avec les vieux schémas du XX^e siècle. Mais je ne vois pas pour autant de raisons de nous flageller. Depuis le 7 octobre, Joe Biden fait preuve d'une maturité et d'une lucidité impressionnantes. Sa gestion de la crise a été magistrale : il a réussi à empêcher un embrasement régional qui était presque programmé, en

plaçant deux porte-avions à proximité des points chauds. Et il est en train de changer de position, lentement mais sûrement, passant d'un soutien inconditionnel à Israël à une attitude de plus en plus exigeante.

Reste le problème du soutien à l'Ukraine, à l'heure où les armes [commencent à manquer](#)...

Il est vrai que le niveau des bombardements sur Gaza est démentiel, jusqu'à 600 frappes par jour, pratiquement toutes avec des obus américains. Les Israéliens n'ont que quelques jours de réserve stratégique. Si les Américains arrêtent les livraisons, en trois jours tout s'arrête. A cela s'ajoute la bascule de l'opinion publique internationale, à mesure qu'on s'éloigne du 7 octobre et que le nombre de morts monte inexorablement à Gaza.

Tout cela oblige l'administration américaine à réfléchir à une solution politique. Les Ukrainiens sont légitimement inquiets, et pas seulement parce qu'ils doivent partager les munitions américaines avec Israël. On n'imagine pas Poutine accepter une solution politique au Proche-Orient si une « solution » satisfaisante ne lui est pas proposée en Ukraine... Or il a malheureusement une grande capacité de nuisance et encore plusieurs cartes dans sa manche – comme l'Azerbaïdjan qu'il peut mobiliser contre l'Arménie...

L'année 2024 est donc lourde d'incertitudes...

On va continuer d'assister à des horreurs, et le risque est grand de voir le monde vriller totalement en 2024 : Trump réélu, les messianiques au pouvoir en Israël, le Hamas revigoré, rejoint par le Hezbollah... Mais le niveau de risque est tel que les consciences s'activent. Même si Biden était battu en novembre, il agira jusqu'à la transmission du pouvoir en janvier 2025. Cela laisse un an, ce qui, à l'échelle de ce qui se passe depuis le 7 octobre, est une éternité. Le pire est devant nous, mais le pire n'est jamais sûr.